



**PUBLIC, PRIVÉ,
TOUTES ET TOUS CONCERNÉ-ES PAR LES BUDGETS**

LE 29 SEPTEMBRE

Pour nos salaires, nos effectifs, pour le service public

Personnels du secteur sanitaire, du grand âge, de la protection de l'enfance, du handicap, de la grande précarité, dans le public et le privé, **nos salaires, nos effectifs dépendent du budget de l'État (PLF) et de la Sécurité Sociale (PLFSS)**

Tout le monde constate la situation dramatique dans laquelle notre système social et de santé a été plongé par des décennies de politiques de rigueur. Tout cela alors que les besoins progressent. Or, les choix politiques de ces dernières années consistent à détourner l'argent public et de la sécurité sociale vers les grands groupes lucratifs, leurs actionnaires et pour la guerre ! Les annonces du gouvernement pour le budget 2027 prévoient 54 milliards d'économies supplémentaires sur le budget de la Sécu, en réduisant les prestations sociales, les services publics et les salaires des fonctionnaires. Il « faudrait faire » 6 milliards d'économies sur les retraités : **NOUS NE SOMMES PAS D'ACCORD !**

La mobilisation du 29 septembre se tiendra la veille de la présentation du budget Macron au Conseil des ministres. Pesons sur les débats et sur le vote des parlementaires ! Mettons en échec les PLF et PLFSS 2027 de malheur que nous prépare le gouvernement Macron-Lecornu.



DE L'ARGENT IL Y EN A !

211 milliards par an d'exonérations de cotisations sociales et autres aides publiques profitant aux grands groupes et à leurs actionnaires

3,48 milliards par an dégagé par la « journée de solidarité » sans savoir à quoi ils servent

1,1 milliards de réserve dans le périmètre du Ministère de la Santé sans savoir à quoi elle sert

6 milliards pris à la Sécurité Sociale cette année pour renforcer le budget de guerre

7 milliards par an de taxe sur les salaires pris sur le budget des hôpitaux

L'action **Orpéa/Emeis** continue de progresser et le PDG du groupe français a une rémunération à 760 000 euro fixe par an + la part variable, la PDG de **Clariane** France a vu sa rémunération fixe passée de 520 000 à 600 000 euro en 2025 (+15%)

Un rafale c'est entre **70 et 100 millions** sans l'armement, un missile c'est **3,5 millions**, la construction d'un hôpital c'est entre **150 millions et 1,3 milliards** selon la taille et la complexité technique

DES SALAIRES ET DES PENSIONS TROP BASSES

- Des salaires gelés depuis des années avec une baisse du pouvoir d'achat de 25 % en 20 ans.
- En dessous du SMIC pour les catégories les moins diplômés
- Au dernier rang des pays de l'OCDE
- Des progressions de carrière qui n'en sont pas et ne reconnaissent pas l'expérience
- En découle des pensions retraites trop basses, aggravées par des temps partiels imposés
- Des personnels et des retraité.es ayant de plus en plus de mal à se loger, se nourrir, payer les factures d'électricité, de chauffage...

DES EFFECTIFS NOTOIREMENT INSUFFISANTS

- Des charges de travail insupportables
- Dans les hôpitaux environ 20 % des lits restent fermés ponctuellement, faute de personnel soignant
- L'absentéisme n'est pas remplacé : la mise en place de « procédures dégradées » devient la norme
- La législation du temps de travail n'est pas respectée

UN MANQUE DE LITS ET DE STRUCTURES AVEC DES CONSÉQUENCES HUMAINES

- Des urgences en surcharge et près de 60 % des services d'urgences en France ferment ponctuellement la nuit ou le week-end,
- 75 000 lits d'hôpitaux ont été fermés entre 2003 et 2019, dont 45 000 sous la présidence de Macron entraînant des retards de prise en charge et des morts évitables aux urgences
- Le nombre de maternités a drastiquement chuté sur les 50 dernières années, passant de 1 369 à 500.
- Le nombre de lits de psychiatrie à temps complet est passé d'environ 65 600 à 51 329 entre 2008 et 2023, soit une chute de 22 %.
- Des hôpitaux de proximité menacés de fermeture
- Un réseau libéral qui ne répond plus aux besoins (déserts médicaux, dépassement d'honoraires) obligeant les gens à aller aux urgences pour se faire soigner
- Les populations les plus précaires laissées à l'abandon
- Les enfants et adolescent.es en danger livrés à eux-mêmes et aux réseaux mafieux
- Les personnes en perte d'autonomie, laissés à leur « handicap », sans solution

UNE PÉNIBILITÉ AGGRAVÉE ET PAS RECONNUE

- Une pénibilité des métiers aussi bien physique que psychologique aggravée par des conditions de travail insupportables
- Un taux d'invalidité, des maladies professionnelles, des arrêts-maladies, qui progressent
- Le droit au départ à la retraite anticipé qui recule alors qu'il devrait être étendu

POUR LES SALARIÉS ET USAGERS, IL Y A URGENCE !

Augmentation de tous les salaires, dégel et rattrapage du point d'indice.

Ni abattement, ni désindexation des pensions de retraite.

Les milliards pour l'hôpital, le social et le médico-social, pas pour les rafales.

Non au PLF et PLFSS de misère.



**Fonctionnaires, soignants,
pompiers, salariés de
l'énergie, marin-pêcheurs...
même combat :
DES MOYENS DE VIVRE DIGNEMENT !**

TOUS ENSEMBLE DANS LA RUE LE 29 SEPTEMBRE